

AMNESTY INTERNATIONAL COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Flash

Index AI EUR 45/017/2006... (Public)
Bulletin n° : 257
3 octobre 2006

Les autorités britanniques doivent accepter le retour des résidents du Royaume-Uni détenus à Guantánamo Bay

En réponse, aux informations publiées ce mardi 3 octobre dans le journal *The Guardian*, selon lesquelles les États-Unis auraient offert de renvoyer presque tous les résidents britanniques détenus à Guantánamo Bay, Amnesty International appelle le gouvernement britannique à honorer ses obligations aux termes du droit national et international et à assurer le retour immédiat de toutes ces personnes au Royaume-Uni. À ce jour, les autorités britanniques sont convenues de requérir de leurs homologues américains la libération et le retour au Royaume-Uni de Bisher Al Rawi uniquement.

« *Le gouvernement britannique a des obligations envers ces hommes du fait que certains d'entre eux sont des résidents de longue date du Royaume-Uni et ont dans leur famille des personnes qui ont la nationalité britannique*, a déclaré Nicola Duckworth, directrice du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International. *D'autres ont le statut de réfugiés au Royaume-Uni.* »

« *En outre, les autorités britanniques doivent veiller à ce qu'une enquête exhaustive et indépendante soit menée sur l'implication du Royaume-Uni dans les affaires Bisher Al Rawi, résident britannique, et Jamil El Banna, qui a le statut de réfugié au Royaume-Uni.* »

Il a été allégué que le Royaume-Uni était impliqué dans l'arrestation de ces deux hommes en Gambie puis dans leur transfert aux mains des autorités américaines. L'enquête doit établir si les services de sécurité britanniques ont été complices de leur arrestation et des violations des droits humains qui ont suivi.

« *Les autorités britanniques doivent également veiller à ce qu'à leur retour les résidents du Royaume-Uni jouissent du même statut que celui dont ils bénéficiaient avant leur détention illégale à Guantánamo Bay, et à ce qu'ils ne soient pas envoyés par la suite dans un endroit où ils risqueraient d'être torturés ou victimes d'autres mauvais traitements* », a ajouté Nicola Duckworth.

« *Si un des résidents britanniques actuellement détenus à Guantánamo Bay est soupçonné de manière raisonnable d'avoir commis une infraction pénale dûment reconnue par la loi, il devra être inculqué immédiatement et jugé dans le cadre d'une procédure équitable.* »

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566,

Amnesty International – 1 Easton St., Londres, 1 (WC1X) 0DW site : <http://www.amnesty.org>